

M.E.S., Numéro 113, Avril-Juin 2020

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

Mise en ligne le 11 janvier 2022

## COVID-19 EN AFRIQUE : UN COUTEAU DANS DU BEURRE !

par

**Patrick DEVELTERE**

*Professeur, KU Leuven - Belgique*

**Sylvain SHOMBA KINYAMBA**

*Professeur ordinaire, Université de Kinshasa - RD Congo*

### Résumé

La submersion des gigantesques édifices sanitaires du monde occidental face à la virulence du covid-19 a, logiquement, conduit à un sombre pronostic sur l'Afrique dont les populations devraient être perdues des radars. Sans vouloir proclamer l'invulnérabilité de ces peuples, cette étude soutient que l'Afrique ne compte pas se rendre, bien au contraire, elle dispose de deux atouts majeurs pour y faire face. Sa riche expérience de gestion des épidémies similaires au covid-19 (paludisme, ebola, chikungunya, ...) constitue le premier atout. Les bénéfices de ses coopérations multilatérales et bilatérales en est le second. La combinaison de ces deux forces lui confère des chances de surmonter cet obstacle.

### Abstract

A biggest strong demystification of the occidental word of the health care full in front of covid-19, logically, drive on prognostic dark of Africa that is why the population will be lost the radars signal. To do not confirm the people will unvulnerability, this study does not surpot that, Africa is going well, but they have a good strategy to cup with. This management are rich on experience of epidemic are similar (the some) with (paludism, ebola, chikungunya, ...) that is the first strategy, the benefit of multilateral cooperation and bilateral are in the second position. This both strong combination give to him the luck of cuping with this trap.

### Les nerfs à vif

Aujourd'hui, au départ de la Chine où il s'est déclaré, le coronavirus vient d'investir la quasi-totalité des pays du monde en semant partout la désolation et la mort ! Face à la percée fulgurante de cette pandémie, chacun se doit de réfléchir avec calme et lucidité sur les risques que fait peser sur lui-même, sur ses proches et sur l'ensemble du monde à ce mal qui, comme un couperet, plane sur l'humanité. Voilà pourquoi il nous semble très indiqué de sortir de notre bulle et de nous imaginer ce qui se passe ou

qui pourrait se passer ailleurs. Ne sommes-nous pas une société mondialisée ? Dès lors, que représente le covid-19 pour le soi-disant monde en développement ? Est-ce un couteau dans du beurre ?

D'entrée de jeu, un éditorial du journal *Le Monde*, du 31 mars 2020, lance cette sonnette d'alarme : « Alors que les pays développés sont tournés vers eux-mêmes, tout entiers mobilisés contre une pandémie dont ils se croyaient à l'abri, à l'heure des angoisses collectives et des plans de sauvetage financiers désespérés, l'Afrique risque, plus encore que d'habitude, de disparaître des écrans radars. Ce serait une lâcheté doublée d'une lourde prise de risque ». Une telle prise de position soulève, d'un côté, l'incapacité des Etats du continent à se prendre en charge face à ce désastre inévitable et, de l'autre, l'attentisme qu'affichent jusqu'ici les pays développés par rapport à leurs engagements dans l'aide au développement. Le texte qui suit tente de vérifier si le covid-19 est, oui ou non, un couteau dans du beurre en Afrique.

En effet, pour le monde en développement, le covid-19 est loin d'être la première épidémie qui vient faucher ses populations. Se rappellera-t-on qu'ici, le début de ce siècle s'est ouvert avec une épidémie de choléra au Nigéria et en Afrique du Sud. Par la suite, le choléra a également perturbé les communautés dans des pays aussi éloignés que l'Inde, le Vietnam, le Zimbabwe, le Tchad, l'Éthiopie et la Somalie. Qu'on se rappelle aussi de cette pandémie de Corona, le syndrome respiratoire aigu sévère ou SRAS, qui a frappé non seulement la Chine et Singapour, mais aussi le Canada. C'était en 2002. La fièvre jaune est arrivée au Mali en 2005 et, quelque temps plus tard, au Soudan et en Angola. En 2006 et de nouveau en 2019, de nombreux Indiens, déjà dans la détresse, ont été confrontés au Chikungunya, transmis par les moustiques, qui entraîne de graves douleurs articulaires. Au cours des 20 dernières années, le Pakistan et les Philippines ont connu des épisodes de dengue. Une grande variété de pays, allant de l'Indonésie à Singapour, en passant par le Vietnam et l'Inde en Asie et la République dominicaine, le Mexique, le Brésil et la Bolivie en Amérique latine, qui ont lutté contre cette même épidémie. A la fin février 2020, au Paraguay, les cas confirmés de dengue ont atteint un pic de près de 140 000 cas et le nombre de morts est passé à 34 cas. La méningite a frappé très durement l'Afrique de l'Ouest en 2009 avec un nombre de plus de 1000 morts. Beaucoup parmi nous se souviennent encore de la pandémie de Zika, il y a de cela cinq ans, qui a aussi causé des ravages.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'y a pas que le Covid-19 et la dengue qui sont les seules

épidémies qui ravagent les pays du sud. Il y a le choléra en Haïti et au Yémen, la rougeole en République Démocratique du Congo, la fièvre de Lassa au Nigéria alors que Ebola impose sa loi en Afrique de l'Ouest (11.125 décès sur 26 379 contaminés) ainsi qu'en République Démocratique du Congo (2.264 décès sur 3.444 contaminés).

Revenons maintenant au covid-19, ce virus qui se propage à la vitesse de l'éclair et qui colonise depuis l'ensemble du monde, car c'est plus de 200 pays, dont 52 sur les 54 que compte l'Afrique, qui signalent des cas de son envahissement dans leurs territoires respectifs. A ce sujet, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dispose d'une bonne infographie<sup>1</sup> à même de secourir tous ceux qui veulent suivre le développement de ce mal en Afrique. C'est elle qui renseigne suffisamment sur le nombre de cas confirmés, mais aussi sur les mesures prises par les différents gouvernements de ces Etats.

Cependant, ainsi qu'on le dit en sciences sociales, l'absence de preuves ne constitue pas une preuve d'absence, il existe pour cela moult sous-déclarations. L'Afghanistan ne dispose à l'heure qu'il est que d'un hôpital à même de diagnostiquer la maladie. En RDC, un seul laboratoire à l'INRB Kinshasa est équipé pour cela, alors que c'est un pays gigantesque qui est peuplé de plus 80 millions d'âmes. Quelles seront les conséquences pour ces pays avec un tel déséquilibre en outils technologiques de base ?

Et les Africains s'inquiètent. Selon un sondage de GeoPoll, 72% des interrogés sont très préoccupés par les coronavirus. 80% déclarent qu'au cours de ces derniers jours, ils ont eu peur de ne pas avoir assez de nourriture<sup>2</sup>.

Il est difficile de prévoir de quoi demain sera fait à cause de cette fâcheuse pandémie. Voilà pourquoi, sur base de ce que nous savons sur ce virus<sup>3</sup> et au regard de ce que nous tirons comme expérience à partir des autres crises sanitaires, voyons ce que l'humanité peut envisager comme politiques sur le plan socio-économique et sanitaire pour voler au secours, notamment des populations africaines actuellement moins armées que les autres. La réflexion développée dans les pages qui suivent s'articule en quatre points. Le premier dégage les dimensions politiques engendrées par le covid-19 ; le suivant expose les aspects socio-éducatifs ; l'avant dernier se penche sur les retombées économiques et le dernier établit l'état des lieux des infrastructures et du personnel sanitaire. Une brève conclusion achève cette analyse.

## Artifices politiques

Sur le plan politique, nous ne sous-estimons pas ce qui se fait aujourd'hui, mais qu'on nous laisse dévoiler ce que les peuples attendent de leurs gouvernements par rapport à la survenue de cette catastrophe sanitaire. Si, dans de nombreux pays au monde, les gens n'avaient plus d'estime pour leurs gouvernements et ont souvent dénoncé pour la plupart des maux dans la société et dans l'économie, ils se tournent aujourd'hui vers les mêmes gouvernements en vue de trouver une solution rapide à cette crise sanitaire. Il en va de même pour les organisations internationales comme les Nations Unies, l'Union africaine ou la Commission européenne. Tous les sondages récents ont attesté que les citoyens n'apprécient plus ces institutions pendant que les gouvernements nationaux et les citoyens attendent qu'elles interviennent et qu'elles apportent des réponses rapides en vue d'empêcher le virus de se propager davantage. Cela ne signifie pas pour autant que la confiance dans les gouvernements et dans les organisations internationales sera instaurée une fois la crise terminée.

Cette crise sanitaire risque d'avoir d'autres conséquences politiques, car on relève un semblant de statu quo démocratique pour l'instant. En d'autres termes, il n'y aura pas assez de bouleversement au niveau des gouvernements à travers le monde et les parlements seront stables pour que les enjeux électoraux prévus dans un proche avenir soient retardés. C'est dans ce cadre que les élections prévues au Burundi, au Malawi, en Éthiopie, au Sri Lanka, en Bolivie et au Suriname n'auront probablement pas lieu et celles projetées en Corée du Sud pourraient également être reportées sans remous. Au Mali, seulement quelque 7,5% des électeurs ont osé aller aux urnes pour le premier tour des élections législatives le 29 mars 2020. Selon l'agence internationale International IDEA, en mars 2020, déjà 30 pays au monde ont postposé plus de 12 élections nationales et 20 élections régionales ou locales prévues entre mars et mai. Ce qui avantage ceux qui sont au pouvoir, car ils vont s'y maintenir. Comment peut-on justifier cela ? En se rendant aux urnes, les électeurs pourraient se contaminer en dépit de la règle de la *distanciation physique* actuellement en vogue, abusivement dénommée *distanciation sociale*.<sup>4</sup>

Il en va de même pour l'interdiction des rassemblements de masse qui permet d'éviter la transmission du virus et qui par ricochet, empêche des

<sup>1</sup> <https://www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie>

<sup>2</sup> [https://cdn2.hubspot.net/hubfs/325431/social-suggested-images/COVID%20Report\\_french.pdf?\\_\\_hstc=242131037.2c69416ee25a111545495da631c0f1e3.1587383728485.1587383728485.1587383728485.1&\\_\\_hssc=242131037.1.1587383728486&\\_\\_hsfp=1881699045&hsCtaTracking=b7f9f416-51c3-4f13-9d71-d25af5bae882%7C06747380-a2c8-406e-854e-2aa54644fd63](https://cdn2.hubspot.net/hubfs/325431/social-suggested-images/COVID%20Report_french.pdf?__hstc=242131037.2c69416ee25a111545495da631c0f1e3.1587383728485.1587383728485.1587383728485.1&__hssc=242131037.1.1587383728486&__hsfp=1881699045&hsCtaTracking=b7f9f416-51c3-4f13-9d71-d25af5bae882%7C06747380-a2c8-406e-854e-2aa54644fd63)

<sup>3</sup> Les renseignements exploités dans la présente réflexion ne viennent pas d'une enquête de terrain, car tous nous sommes en état de confinement, mais proviennent plutôt de nos observations de notre proximité, d'internet, des médias et de quelques sources documentaires écrites.

<sup>4</sup> Faisant corps avec les autres gestes barrières à la propagation de la pandémie, l'éloignement des interlocuteurs par peur d'une contamination immédiate a été maladroitement traduit par le syntagme *distanciation sociale* au lieu de *distanciation physique*. En effet, cette disposition n'empêche aucunement la communication, l'entretien, la conversation, ... qui relèvent de la vocation humaine. D'ailleurs, on distingue deux formes de *distanciation sociale* : l'une verticale (rapport entre couches ou classes sociales) et l'autre horizontale (absence de fréquentation, de communion entre les individus évoluant dans un milieu donné). Nous recommandons donc, dans le cadre de la prévention de la propagation du covid-19, l'usage de l'expression *distanciation physique* plutôt que *distanciation sociale*.

manifestations de masse et les mouvements sociaux d'avoir lieu.<sup>5</sup>

### Catastrophes socio-éducatives

La population dans la plupart des pays du continent africain est convaincue que le virus a été introduit par les classes moyennes et par les élites qui ont voyagé en Chine ou en Europe, en tant qu'hommes et femmes d'affaires, touristes, migrants ou diplomates. Pour le commun des mortels, ces personnes appartiennent toutes à la classe des personnes aisées. En Afrique subsaharienne, cela confère à ce virus carrément un attribut ségrégationniste, *maladie des riches*. Oui, maladie des riches, soutient l'opinion publique à Kinshasa qui, par exemple s'appuie sur un taux de mortalité enregistré déconcertant<sup>6</sup> qui emporte les plus riches du monde, entendez les Américains (47.974 décès), les Italiens (25.086 décès), les Espagnols (22.157 décès), les Français (21.340 décès), les Britanniques (18.100 décès). Maladie des riches, localement aussi avec le confinement singulier de la commune de la Gombe à Kinshasa (21 décès sur les 25 enregistrés), où seules les personnes nanties et les expatriés y résident. Ceci irrite déjà d'autres couches de populations qui se considèrent comme menacés les errements des autres. Elles sont mécontentes et paniquent. La désinformation, omniprésente et même grossière dans de nombreux pays africains ne fait qu'ajouter à cette révolte et à ce stress. Un tel mélange de sentiments explique pourquoi des habitants des bidonvilles et cités attaquent et pillent des supermarchés dans plusieurs pays. Dans cette optique de panique, il importe également de relever les tentatives des prisonniers de s'échapper de leurs cellules et la désertion de l'hôpital par de nombreux malades dès l'annonce de l'arrivée de patients atteints de covid-19.

Dans la foulée, tout en saluant l'aspect éducatif sanitaire déployé à satiété dans les médias du monde, plusieurs lacunes sont recensées à Kinshasa, par exemple.

Les détracteurs de la mesure de distanciation physique se recrutent dans les milieux ecclésiastiques. Plusieurs leaders charismatiques des Eglises de réveil à Kinshasa dénoncent et protestent contre la mesure interdisant le fonctionnement de cultes. Pour eux, alors que tous les hôpitaux et les puissances au monde déclinent leur aveu d'incapacité face au covid-19, les prophètes congolais prêchent que le seigneur, et lui seul, demeure le dernier rempart face à cette pandémie. Ils revendiquent, à corps et à cri, le retour des fidèles au temple afin que leurs prières collectives, faites à l'unisson, puissent libérer le peuple de Dieu de ce virus qui l'assiège.

Par ailleurs, toujours à Kinshasa, le récital quotidien des gestes barrières contre le covid-19 fait remonter à la surface les déficits infrastructurels criants et

la pauvreté de masses. La mesure du port obligatoire du masque par tous ne prend pas en compte le coût unitaire de celui-ci (de qualité fiable/1\$ us) et encore moins, la durée réglementaire de son usage (trois heures au maximum). Dans un contexte à la fois de famille nombreuse et de pauvreté de masses, une telle disposition est loin d'aboutir à des résultats édifiants. D'ailleurs, la police n'a-t-elle déjà surpris en flagrant délit, à plusieurs reprises, des inciviques qui, après avoir collecté des tas de masques jetés après usage, s'emploient à les nettoyer à l'eau peu ou pas potable pour les revendre par la suite de façon ambulatoire. Ce qui séduit facilement car c'est à un prix réduit de moitié.

S'agissant de la recommandation de l'utilisation de mouchoirs à usage unique, qui seraient à jeter immédiatement dans la poubelle, deux observations sont à noter. Il n'est plus nécessaire d'épiloguer sur la déficience économique comme handicap (0,2 \$ us le petit sachet). Relevons carrément l'inadéquation de la mesure par l'absence de poubelles dans la ville de Kinshasa devenue, elle-même, par euphémisme ou à raison, une poubelle. En plus, dans sa quotidienneté, le mouchoir à usage unique est employé par des personnes de classe moyenne et surtout aisées. Celui à usages multiples, quant à lui, loge dans les poches de la grande majorité des *Kinois*. Or il est conseillé de renoncer à ce dernier type de mouchoir dans le contexte de covid-19.

Observons également l'instruction de lavage répétitif des mains dans la journée. Personne ne se s'y oppose, mais tout le monde n'est pas en mesure d'y arriver. Comme l'électricité, l'eau distribuée par la Regideso est une denrée rare dans plusieurs quartiers de Kinshasa. Pour de très nombreuses familles, un à trois bidons de capacité de 20 litres d'eau constitue(nt) la provision journalière, acquise héroïquement (recours à des forages motorisés, à des puits artisanaux, à des rivières aux eaux polluées, au recueil d'eau de pluie). Cette provision en eaux est appelée à satisfaire tous les besoins de base : bain, vaisselle, lessive, cuisine, nettoyage maison, boisson. Il ne devrait donc pas rester assez d'eau pour répondre à la recommandation de lavage répétitif des mains. Certes, depuis un certain temps, des dispositifs de lavage des mains sont mis en place à l'entrée de plusieurs services publics ou privés, à quelques carrefours ou places publiques mais, si les premiers passants de l'avant-midi sont servis, il n'en est pas de même dans l'après-midi, car le réapprovisionnement est aléatoire.

Evoquons aussi les actes de *surprotection*. En effet, par conviction profonde ou par instinct de prévention, il s'observe depuis quelque temps, en lien avec le covid-19 à Kinshasa, une consommation abusive des potions et d'aliments. En ce qui concerne les potions, les témoignages rapportent la tisane, les plantes à essence telles que la citronnelle, les feuilles d'eucalyptus, l'aloé vera, le miel,

<sup>5</sup> La dispersion sans ménagement d'un meeting planifié par le mouvement mystico-politique *Budu dia Kongo* par la police le 11 avril 2020 à Kinshasa en est une illustration parfaite. Ce qui est curieux,

c'est que la société civile n'a pas trouvé à redire malgré l'usage d'une force disproportionnée utilisée par la police à cette occasion.

<sup>6</sup> Notre source : [www.stopcoronavirusrdc.info](http://www.stopcoronavirusrdc.info) consulté le 23/04/2020

les *bulukutu*, le jus de tangawusi, le whisky (café rhum, alcool frelaté, pastis, ...), le thé, le *kongo bololo* et le citron. A cet effet, des témoignages concordants rapportent que le mélange des deux dernières potions s'est révélé être un poison mortel qui a emporté quelques familles dans les quartiers périphériques de Kinshasa. Quant aux aliments, on note un recours massif aux fruits (banane, papaye, ananas, orange, avocat) et aux légumes (l'aubergine tropicale, le *dongodongo*, les champignons, ...). Couramment, on recourt à des fumigations en utilisant les plantes aromatiques et/ou leurs huiles essentielles telles que « *les mbunzi mbunzi* », « *les lumba lumba* » et *l'arbre à bonheur* pour atténuer les effets de la fièvre et de la toux.

Parmi ces pratiques, aucune n'a d'effets certifiés dans la lutte contre le coronavirus. Leur usage est relevé de l'imaginaire collectif qui apparente le coronavirus au paludisme, à la toux ou à la grippe endémique en RD Congo. D'autres encore contribuent tout simplement à une nutrition normale et équilibrée de l'organisme. D'autres enfin sont nuisibles à la santé et on doit s'en méfier.

Nous ne savons pas encore quelles seront les conséquences sociales et politiques de toutes ces nombreuses mesures mises en place par les autorités publiques pour éviter une propagation à grande échelle du virus, comme peuvent le témoigner l'annulation des rassemblements de tous ordres, la fermeture des églises et des mosquées, des terrasses et des bars, la limitation des passagers dans les bus, les taxis et sur les motos-taxis.

Dans beaucoup de pays en développement, des écoles et des universités sont fermées, ce qui perturbe grandement leurs calendriers éducatifs avec la peur d'enregistrer des années blanches. A l'opposé de la plupart des pays du Nord, l'apprentissage à distance ne constitue pas ici une alternative en raison du déficit et, dans certains cas, de l'absence de connexion internet.

### **Drames économiques**

En outre, les effets de la pandémie sur l'économie sont également multiples. La croissance est ralentie dans la plupart des pays affectés. La Commission économique pour l'Afrique aux Nations Unies estime que l'Afrique pourrait perdre la moitié de son PIB collectif. Les marchés européens et chinois sont quasi fermés. Cela va se répercuter, sans aucun doute, négativement sur les économies qui dépendent fortement des importations-exportations de/vers ces marchés. Les prix des produits importés sont déjà en forte hausse dans de nombreux pays du Sud.

Les investissements, aussi bien étrangers que locaux, sont menacés. Les prix du pétrole sont aujourd'hui en chute libre, ce qui pourrait atténuer les effets néfastes de l'économie par rapport à la crise du coronavirus dans les

pays importateurs de pétrole. Quant aux pays exportateurs de cet or noir, ils seront confrontés à des contraintes budgétaires et leurs gouvernements auront moins de marge de manœuvres à l'endroit de leurs clientèles politiques.

S'agissant des pays développés qui sont pourvus en infrastructures numériques, les travailleurs vont, pour une grande partie, continuer à gagner leur vie alors que dans les pays en développement, cela ne constitue pas une alternative. Dans les pays en développement les paysans s'accrochent à leur terre, les habitants des bidonvilles essaient de survivre grâce à l'économie informelle et les fonctionnaires se rendent au bureau pour pouvoir toucher leur salaire mensuel.

Le Bureau international du travail (BIT), dans son deuxième rapport sur l'impact du covid-19 dans le monde du travail, soutient que la crise pourrait éliminer 6,7% des heures de travail dans le deuxième trimestre 2020 ce qui équivaut à presque 200 millions de jobs.

Dès la fin du mois de janvier 2020, *l'Economist Intelligence Unit* avait prédit le report de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain. Son magazine attribue l'attitude « nonchalante » des signataires, surtout au regard de l'hésitation de leurs gouvernements respectifs. De là, il n'y a qu'un pas pour penser que la réalisation de cette zone de libre-échange fait face à des obstacles supplémentaires. Des mesures annoncées pour la réalisation de la plus grande zone de libre-échange au monde ne seront pas d'actualité, car la recrudescence de l'épidémie du coronavirus touche presque tous les pays africains (52 sur 54) et a conduit à des politiques qui restreignent la libre circulation des personnes, des biens et des services. A cela, il faut ajouter le fait que plusieurs réunions de l'Union africaine, qui doivent traiter de ce dossier, ne peuvent plus avoir lieu en raison du covid-19 alors que le secteur de la santé en Afrique est malade.

### **Dénuement des infrastructures sanitaires**

En dépit de la crainte exprimée en son temps par l'OMS sur la vulnérabilité des populations africaines face au coronavirus, cette maladie n'a heureusement pas encore, jusqu'à ce jour, causé trop de dégâts en Afrique.<sup>7</sup>

Tous les citoyens chinois, américains et européens ont reçu le conseil ferme de se laver les mains autant de fois que possible dans la journée. Qu'en est-il des deux cinquièmes de la population mondiale qui n'ont pas accès à l'eau à la maison ? Qu'en est-il aussi de plus de 15% des sites de soins de santé qui n'ont pas de toilettes fonctionnelles ou d'installations pour se laver les mains ?

En outre, les établissements de santé de plusieurs pays en développement n'ont pas de personnel outillé pour faire face à ce virus galopant. Il manque en effet

<sup>7</sup> Situation de l'ensemble du continent en date du 10 avril 2020/nombre des personnes contaminées par le covid-19 : 9.509, nombre des décès : 470.

de matériel de protection adéquat, notamment de masques, de visières, d'écrans faciaux, de vêtements de protection et de gants. C'est ce que rapporte, en des termes pathétiques, le docteur Muyembe, désigné coordonnateur de la lutte en République Démocratique du Congo, qui reconnaît lui-même que sa mission est difficile : « C'est un énorme défi, et nous ne sommes pas préparés. On n'a pas la logistique, on manque de moyens à tous les niveaux. »

On sait que, dans plusieurs pays du Nord, les autorités ont mis en place des restrictions à l'exportation des équipements de protection individuelle. Ceci pose problème. De nombreux pays d'Afrique sont en effet extrêmement dépendants des importations et 94% des médicaments utilisés dans les systèmes de santé africains sont importés. Le retard dans l'expédition des médicaments et autres matériels médicaux indispensables au bon fonctionnement des institutions africaines de santé complique encore davantage la tâche dévolue à ces institutions.

Quelles sont les conséquences de cette situation pour l'Afrique, en considération du ravage qui est causé par ce virus en inflation dans les pays nantis et bien équipés ?

Normalement, de saines politiques de santé couvrent tous les aspects du bien-être humain, c'est-à-dire à travers des mesures préventives et curatives. A travers des systèmes de référence et de couverture, il traite tous les problèmes de santé, du paludisme aux maladies non-transmissibles. Nous pensons que cette crise virale conduira à la destruction de ce genre de politique intelligente et qu'ils vont se concentrer principalement sur la lutte tous azimuts de ce virus mortel qui met à mal l'approche horizontale et globale de la santé de la multitude silencieuse. Du personnel, des budgets, des infrastructures et du matériel seront drainés vers ce seul objectif : abattre le virus. Ce qui va davantage porter atteinte à l'actuel système de santé qui souffre depuis de beaucoup de déficits.

Lorsque des établissements de santé accueillent de nombreux patients atteints par le coronavirus, les communautés se sentiront dans l'obligation de s'éloigner de ces centres de santé pour se tourner autant que possible vers l'auto-traitement. Ils n'auront plus confiance dans les agents de santé qu'elles regarderont comme des vecteurs potentiels de la transmission de ce virus de covid-19.

La recherche a montré que la crise Ebola en Afrique de l'Ouest a donné lieu à de nombreux cas de grossesses non désirées. Laissant de côté momentanément les programmes de santé productive, les adolescents, ayant plus de temps à consacrer à leurs loisirs, ont fait par eux-mêmes leur éducation sexuelle, souvent par des relations charnelles transactionnelles. Dans une étude du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) en Sierra

Leone, les estimations des grossesses non planifiées ont crevé le plafond en allant de 44 à 172% !

### *Quelques enseignements tirés*

Au-delà de tout ce qui précède, et en considérant spécifiquement le nombre limité jusqu'ici des victimes en Afrique, il importe de noter que l'Afrique n'est pas prête à se *rendre*. Elle a déjà connu des épidémies similaires et est, par conséquent, préparée à réagir de manière assez prompte dans la façon de contrer cette pandémie nouvelle de covid-19, notamment en instaurant des équipes spécifiques de riposte. Voilà pourquoi, aujourd'hui, beaucoup de pays africains brandissent le fait qu'ils se sentent outillés pour gérer cette nouvelle crise de santé. Ils auraient suffisamment appris d'Ebola, comme des autres épidémies qu'ils ont affrontées au cours de ces dernières décennies, en dépit de leur déficit en centres de recherche, en l'absence des épidémiologistes formés, du personnel médical professionnel et des laboratoires et équipements.

Cette crise résultant de la maladie du coronavirus aura été, malgré la désolation qu'elle sème parmi les communautés où elle est passée, bénéfique dans l'éveil des consciences. Les politiques, pensons-nous, vont revoir dans un avenir immédiat la structure des dépenses publiques. Ils vont les réorienter plus vers les soins de santé et surtout dans le domaine de la prévention. Nous pourrions dès lors conjecturer sur l'augmentation des salaires du personnel médical pour qu'il ne soit plus tenté de migrer vers des pays plus nantis. Nous pourrions aussi espérer la mise sur pied de *systèmes d'assurance maladie* et de *protection sociales* en Afrique pour remplacer les systèmes de prestations de service actuelles (« fee-for-service »).

La pandémie du coronavirus suscite des inquiétudes en Afrique par rapport à l'engagement des pays riches à préserver pour eux seuls une bonne protection de santé et à oublier de prendre à cœur la prévention des pandémies dans le monde entier. En donnant cinq dollars d'aide par citoyen africain pour la santé, les pays riches ne peuvent pas garantir des soins de santé performants et le bien-être de ces populations.

L'Afrique ne se bat pas seule contre ce monstre. Pour preuve, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a créé un Fonds de solidarité covid-19. La Banque mondiale a promis plusieurs milliards de dollars pour les pays qui sont dans le besoin. La Commission européenne a, à son tour, promis de l'aide. De nombreux philanthropes se proposent également pour le besoin de cette cause. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme prend une part active à ce projet de lutte contre cette pandémie. Le gouvernement chinois, ainsi que des entreprises chinoises, s'engagent à fournir une assistance d'urgence partout dans le monde. En regard de ces nombreuses propositions d'aide, il reste maintenant à savoir

à qui reviendra le leadership pour l'organisation et la coordination de soins de santé universels dans ce monde globalisé.

Cette analyse, que nous venons de faire, vise à rappeler que la politique de mondialisation à tendance à négliger les pays du Sud dans le volet santé universel. En interne comme à travers la coopération au développement, le covid-19 ne saurait donc être ou devenir un couteau dans du beurre en Afrique.

On doit prendre cet « opportunité » pour revoir notre stratégie de coopération au développement, comme l'ont fait d'ailleurs nos pères et grands-pères après la deuxième guerre mondiale. Il est temps de laisser tomber une stratégie Nord - Sud et de la remplacer par une stratégie globale et mondiale, y inclus avec une stratégie de protection sociale universelle. Il faut le faire maintenant, sinon on risque - de nouveau - d'être piégé dans un oubli organisationnel.

La bonne santé des uns dépend de la bonne santé des autres. La globalisation implique interconnection et interdépendance.

### **Webographie**

- [www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie](http://www.jeuneafrique.com/910230/societe/coronavirus-en-afrique-une-carte-pour-suivre-au-jour-le-jour-lavancee-de-lepidemie)
- [cdn2.hubspot.net/hubfs/325431/social-suggested-images/COVID%20Report\\_french.pdf?](https://cdn2.hubspot.net/hubfs/325431/social-suggested-images/COVID%20Report_french.pdf?)
- [www.stopcoronavirusrdc.info](http://www.stopcoronavirusrdc.info)